



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service aménagement durable, urbanisme et risques

2017/DDT54/ADUR/031

**Arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention des risques naturels
prévisibles d'inondation du bassin de la Chiers sur le territoire de
la commune de Mont-Saint-Martin**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.561-1 à L.566-13 et R.561-1 à R.566-18;

VU l'arrêté préfectoral du 09 décembre 2008 prescrivant un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin de la Chiers sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Martin;

VU l'avis du Conseil Municipal en date du 22 avril 2016 ;

VU l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture en date du 23 mars 2016 et l'avis réputé favorable du Centre Régional de la Propriété Forestière ;

VU le rapport et les conclusions motivés de Monsieur le Commissaire enquêteur en date du 19 mai 2017 ;

VU le rapport de Madame la Directrice Départementale des Territoires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels prévisibles d'inondation du bassin de la Chiers sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Martin tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans la mairie de Mont-Saint-Martin pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Mont-Saint-Martin, à la Direction Départementale des Territoires et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
- Monsieur le Chef du Service Interministériel de la Défense et de la Protection Civile.

Nancy, le 11 OCT. 2017

Le préfet

Philippe MARTE